



## Notice d'Aide à la réponse

- Référence : 2611I001
- Objet : Mise en place et déploiement d'une infrastructure nationale très haut-débit à fibres optiques sur le réseau de Voies Navigables de France

Cette pièce n'est pas contractuelle et n'a pas vocation à être transmise par le candidat dans l'offre.

Elle est destinée à permettre aux candidats de faciliter la composition de leur dossier.

### 1. Complétude des pièces

Les documents devront être transmis dans un format largement accessible (odt., pdf., xls., xlsx., doc., docx...)

Les BPU/DQE doivent obligatoirement être transmis sous leur format initial.

Afin de vérifier que votre dossier est complet, vous pouvez cocher les éléments ci-après :

#### DOSSIER CANDIDATURE

☐ DC1

☐ DC2

OU :

▪ ☐ DUME

- ☐ Le mandat transmis par les cotraitants au mandataire si vous candidatez sous forme de groupement
- ☐ Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
- ☐ Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles. Le chiffre d'affaires global devant être égal ou supérieur au montant indiqué dans le Règlement de la Consultation.
- ☐ Preuve d'une assurance pour les risques professionnels
- ☐ Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
- ☐ Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants (montant, époque, lieu d'exécution, s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés à bonne fin)
- ☐ Certification de qualification Qualifélec o Courants faibles CF3 mention FO (Fibres optiques), ou équivalents
- ☐ La carte professionnelle devra faire référence aux activités: "Travaux spéciaux", et plus spécifiquement à la "Construction de réseaux par procédés spéciaux"

#### DOSSIER OFFRE

Attention, pour la partie « OFFRE » ci-après, il est nécessaire de compléter les documents suivants pour chaque lot candidaté. Ainsi, si vous candidatez à 2 lots, vous devriez avoir 2 exemplaires de chaque document ci-dessous sauf pour l'annexe de classement de préférence d'attribution.

- ☐ L'acte d'engagement (de préférence avec le nommage : AE-LotX-Nomdel'entreprise)

- ☐ La délégation de pouvoir/ la délégation de signature de la personne ayant signé l'acte d'engagement, la délégation devant couvrir le montant maximum fixé à l'acte d'engagement.
- ☐ Le Bordereau des Prix Unitaires (de préférence avec le nommage BPUF-LotX-Nomdel'entreprise et sous **format xls. ou xlsx.**)
- ☐ Le Détail Quantitatif estimatif (de préférence avec le nommage DQE-LotX-Nomdel'entreprise et sous **format xls. ou xlsx.**)
- ☐ Le cadre de réponse technique sur le modèle transmis (de préférence avec le nommage Offre-LotX-Nomdel'entreprise)
- ☐ Les annexes demandées dans le cadre de réponse technique (fiches techniques notamment)
- ☐ Le SOPAE

Ainsi que :

- ☐ L'annexe de classement de préférence d'attribution (si vous candidatez à plus de 2 lots)

Vous pouvez également d'ores et déjà joindre les documents suivants :

- ☐ Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.
- ☐ Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts et taxes (impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés, taxe sur la valeur ajoutée) délivré par l'administration fiscale dont relève le candidat.
- ☐ Le cas échéant, le certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés et du chômage intempéries ; Pour les certificats précités, le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.
- ☐ Le cas échéant, une liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et précisant, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (article D.8254-2 du code du travail).

**Leur transmission n'est pas obligatoire à ce stade. Les documents ne seront alors demandés qu'au candidat déclaré attributaire de chaque lot.**